

Alternative révolutionnaire

Revue bimestrielle kamerunaise d'analyses politiques, économiques et culturelles

N° 001 - OCTOBRE-NOVEMBRE 2010

EDITORIAL

En finir avec l'empirisme : le sens d'une revue

par Guillaume-Henri Ngnepi



Pour quiconque se satisfait de lieux communs, il faut un peu partout, en Afrique, une alternance politique.

Mais pour l'observateur exigeant, et bien plus encore pour le menu peuple, il faut, au-delà du seul changement de personnel politique, au-delà du seul changement d'hommes, une véritable alternative, de vrais changements de fond au plan structurel, institutionnel.

Dans la décennie à venir, tout ou presque étant voué à changer ou à disparaître, ce n'est pas le pouvoir dominant en exercice qui pourvoira à ces changements dont les exigences sont incompatibles avec sa crispation sur la défense des privilèges d'une poignée d'oligarques nationaux soutenus de l'extérieur.

Il faut donc songer à lui substituer d'autres forces dont la construction est à poursuivre, patiemment. C'est nécessaire : l'ordre existant n'est pas le seul possible ; il nous conditionne assurément, nous n'en faisons pas moins de notre mieux pour conserver notre capacité de formuler des aspirations, des intérêts et des exigences incompatibles avec lui. Ce qui montre bien qu'une société se maintient d'en haut, et ne se défait et se transforme que d'en bas, du fait de l'action organisée de ses laissés pour compte, et dieu sait qu'ils sont nombreux, parmi les jeunes surtout, éjectés des écoles, collèges, lycées et universités, sans perspective aucune en matière d'emploi et de survie.

Le changement donc procèdera de l'essor de nos luttes diverses, fonction de leur compatibilité avec les intérêts et les aspirations du grand nombre qui se trouve être constitué des masses populaires certes ; mais la justesse de nos analyses aussi contribuera à ce changement.

Aussi la tâche de l'heure est-elle d'élaborer le possible. En continuant de le penser, d'en former le concept qui, bien qu'abstrait, n'éloigne pas du réel, ne nous en coupe pas, mais nous en rapproche au contraire en unifiant la diversité des perceptions différenciées de nos sens.

Et quel meilleur gage de cette pensée du possible que de partir de ce que l'avenir n'est pas une page blanche, ni pourtant l'histoire pratique un destin.

Nous ne voyons sans doute pas le même monde, il nous faut cependant en édifier un qui nous soit commun. Et pas autrement qu'en le pensant d'abord. Le concevoir dans nos têtes pour ne pas avoir à l'édifier par tâtonnements, par essais et erreurs, au prix d'un immense gâchis en temps, en énergie, et peut-être aussi en hommes, et en tout cas, certainement en argent.

Pour ainsi penser ensemble nos problèmes, quoi de mieux que nous y employer à travers un organe d'expression, et pas n'importe lequel : non pas un quotidien qui colle à l'événementiel, et court le risque en demeurant à ras de sol de borner par trop notre horizon ; mais un bimestriel théorique

qui ambitionne, sans prétention, de dégager du fatras des événements

quelques lignes de force à partir desquelles ils deviennent non seulement intelligibles, mais surtout utiles à notre action de transformation révolutionnaire du monde ?

Certains lettrés auxquels l'on doit d'ailleurs certaines impasses et certains drames du mouvement social populaire usent de la pensée pour occulter, voire travestir le réel.

Quant à nous, nous entendons en faire quelque chose qui nous dote de la largeur de vue indispensable à l'action. Quelque chose qui serve à mieux cerner l'objet de cette action, la fonction, le rôle de chaque protagoniste. Au vrai, pour nous autres, le principal n'est pas de vivre comme certains s'en persuadent, reprenant d'ailleurs en cela un lieu commun en usage autour d'eux ; mais l'essentiel est de se donner une raison de vivre, de savoir comment vivre, avec qui, contre qui, pourquoi et pour quoi en deux mots.

Qui ne voit que pour ainsi s'élever au-dessus de l'existence purement végétative, sans relief, et avoir souci des valeurs autant que de l'irruption des masses populaires sur la scène de l'histoire pratique, il n'est pas seulement besoin de penser : il nous faut, de toute nécessité, penser par nous-mêmes car, même vraie une pensée venue des autres ne peut l'être pour nous que repensée par nous-mêmes.

Dans ce numéro

- Education :: les partis de la CFPD proposent « La nouvelle école » p. 2
- Will The Real Civil Society Please Stand Up! by Tazoacha Asonganyi P. 4
- Pourquoi faut-il s'inscrire massivement sur les listes électorales ? par le Bureau politique du Manidem P. 5
- Picam's Appeal To Cameroonians to Register to Vote presented by Eric Ngonji Njungwe P. 6
- Sur l'élection présidentielle de 2011 Par le Comité directeur de l'UPC P. 7
- Comment se pose aujourd'hui le problème anglophone par Abanda Kpama et Ghonda Nounga P. 9
- Lu pour vous : Essai sur le postcolonialisme en tant que code de l'inégalité (ouvrage de Charles Romain Mbele) P. 14

EDUCATION : LES PARTIS DE LA CFDP PROPOSENT

La nouvelle école

On ne connaît pas une Nation, un Peuple, un pays, qui ait accédé au développement économique et social et à la modernité sans porter une attention spéciale à l'éducation et à la scolarisation de sa jeunesse. Le monde moderne se construit à partir de la connaissance et plus précisément de la maîtrise de la science et de la technologie. Les pays connus sous l'appellation de pays développés ou émergents accordent des budgets colossaux à l'éducation et à la recherche. Paradoxalement, les gouvernements de nombreux pays dits sous-développés, qui auraient pourtant un grand intérêt à consacrer une grande part de leurs ressources à l'éducation de leur jeunesse, préfèrent écouter les mauvais conseils d'organismes comme le Fonds Monétaire International (FMI) et d'autres, et accordent donc de moins en moins d'attention au développement humain de leur population généralement très jeune. L'Afrique, sur ce plan, apparaît une fois encore comme le dernier de la classe.

Au Kamerun, selon le syndicat d'enseignants du secondaire SNAES, sur 100 enfants qui entrent en première année de l'école primaire (SIL), 5 seulement atteindront les classes terminales de l'enseignement secondaire ; et, avec plus ou moins de peine, 2 ou 3 auront le baccalauréat ou le GCE/AL. Selon les régions, l'analphabétisme touche encore, après 50 ans d'indépendance, entre 30 et 50% de la population ! Malgré des discours empreints de vantardise, le régime de M. Paul Biya et son parti RDPC est en réalité entrain de saboter et même d'abandonner purement et simplement la scolarisation et l'éducation de notre jeunesse à des commerçants et « *hommes d'affaires* » véreux qui créent, dans un désordre indescriptible, des établissements scolaires primaires, secondaires et même supérieurs sans le moindre souci de la qualification des enseignants et de la qualité des enseignements. Ils ont pour seul et unique objectif l'enrichissement rapide.

Plusieurs pays dans le monde, sans grandes ressources matérielles, ont pourtant réussi à mettre en place des systèmes éducatifs performants : c'est le cas de Cuba, petit pays de 12 millions d'habitants, sans ressources minières, mais qui scolarise sa jeunesse à 100%, affiche une espérance de vie

de 71 ans, et se positionne parmi les pays ayant le meilleur indice de développement humain au monde. En Afrique même, plusieurs pays moins riches que le nôtre consacrent une part de leur richesse nationale (pourcentage du Produit Intérieur Brut, PIB) plus grande que ce que fait notre pays à la formation de la jeunesse (exemples : le Kenya, le Togo, etc...).

On est stupéfié d'entendre les agents de propagande du RDPC bavarder sur un Kamerun qui serait bientôt pays émergent en 2035, sans nous dire avec quels hommes et quelles femmes le Kamerun parviendra au développement scientifique et technologique pour ainsi émerger.

L'ÉTAT DES LIEUX EN BREF, OU LE DÉSASTRE DE L'ÉCOLE ACTUELLE

Il n'est pas utile ni nécessaire de faire ici un bilan détaillé de l'école camerounaise au bout de 50 ans de régime de fausse indépendance. Il suffit de noter quelques points essentiels : orientation générale et objectifs globaux obscurs ou inadaptés et incohérents ; infrastructures très insuffisantes à tous les niveaux de la maternelle à l'université ; classes et amphithéâtres bondés ; contenus enseignés souvent incertains et pas toujours cohérents avec les objectifs proclamés de développement ; enseignants qualifiés en nombre notoirement insuffisant à tous les niveaux ; conditions de travail très difficiles pour les enseignants ; salaires profondément démotivants ; évaluations généralement fantaisistes et gangrenées par des considérations politiques aux examens et concours nationaux ; temps réels d'enseignement insuffisants en comparaison des programmes ; rythmes scolaires de plus en plus désordonnés pour les apprenants mais aussi pour les enseignants. Au bout du compte de tout cela, rendement très faible du système éducatif dans son ensemble en termes de résultats aux examens à tous les niveaux sans exception, et diplômes de moins en moins pris, en général, comme représentant quelque chose de grande valeur. Ce dernier point, joint à la très faible capacité de l'économie à produire des emplois, conduit à un non emploi massif surtout des jeunes, situation que ne traduisent pas du tout les données statistiques officielles sur l'emploi et sur le chômage dans le

pays.

Par ailleurs, malgré les discours officiels, de très nombreux enfants, qui sont entrés dans l'enseignement primaire, en sortent avant d'atteindre la fin. Ainsi, en 2000, seuls 13% atteignaient la fin sans aucun redoublement ! Tous ceux qui n'atteignaient pas la fin du cycle primaire retombaient assez rapidement dans l'analphabétisme, puisqu'il est généralement admis qu'il faut avoir au moins atteint le CM2 pour ne pas retomber dans l'analphabétisme si on arrête les études. Le remède que le régime du RDPC, sur les conseils diaboliques de ses amis dits « *baillieurs de fonds* », a trouvé à cette situation catastrophique de redoublements massifs, c'est ce qu'ils appellent « *la promotion collective* », c'est-à-dire le passage de tous les enfants en classe supérieure à chaque fin d'année, sans aucune considération de niveau atteint par chacun !

Compte tenu de cet état des lieux désastreux, il est clair que des changements profonds s'imposent rapidement : il faut au Kamerun une école nouvelle, sans laquelle les discours sur le Kamerun pays émergent en 2035 ne sont que des bavardages vicieux. Le contenu détaillé d'une telle école ne peut évidemment pas être présenté ici. D'ailleurs, il ne peut être effectivement arrêté qu'après un audit précis de la situation que laissera le pouvoir RDPC quand il aura été renversé, et après une large concertation avec tous les acteurs et partenaires de l'Éducation. Par conséquent, seules quelques grandes orientations peuvent être données comme dans les lignes qui vont suivre.

POUR UNE ÉCOLE NOUVELLE

Pour préparer l'avenir du Kamerun et des kamerunais, il faut consacrer une grande partie des ressources du pays à la formation (scolarisation, formation scientifique, formation professionnelle et technique) de la jeunesse kamerounaise. Il n'y a pas d'autre voie sérieuse ; car c'est cette jeunesse bien formée qui constituera demain l'armée des travailleurs qualifiés qui investiront les entreprises diverses : travaux publics, mécanique, chimie, électricité, électrotechnique, agro-industries, mais aussi, comme enseignants, les écoles, collèges, lycées, universités, grandes écoles supérieures pour former les jeunes, et sans oublier les labo-

ratoires et centres de recherche. Pour permettre ainsi au Kamerun de produire les biens, services et richesses nécessaires au bien-être des kamerunais et africains.

Voici donc quelques idées plus précises pour une telle école nouvelle.

Une Ecole de Base obligatoire et gratuite

Notre projet pour la Nouvelle Ecole prévoit par exemple que tous les enfants kamerunais, de 3 à 5 ans, seront obligatoirement inscrits dans une école dite maternelle ; et tous ceux à partir de 5 ans seront obligatoirement insérés dans un cycle scolaire dénommé **Ecole de Base**. Ce cycle ira en gros de la SIL (Form 1) actuelle jusqu'au niveau actuel de la classe de première, soit environ 11 à 12 ans. Il comprendra un enseignement à la fois général et technique. Pendant ces 11-12 ans, les enfants acquièrent de solides connaissances en lecture, orthographe, grammaire, mathématiques, informatique, physique, chimie, biologie, technologies diverses, fondamentaux d'économie générale, histoire et géographie (spécialement de l'Afrique), langues nationales, arts et cultures africaines, philosophie. Cette formation de base est sanctionnée par un examen et un diplôme, appelé par exemple le Diplôme d'Etudes de Base (DEB).

L'Ecole de Base est totalement prise en charge par l'Etat (éventuellement, y compris les collectivités locales étant entendu qu'elles jouissent alors d'une réelle autonomie financière). La scolarité, les livres et aussi les frais d'examen sont gratuits. Tout enfant kamerunais doit obligatoirement fréquenter l'école de base, du début à la fin, et tout doit être fait pour qu'il obtienne le DEB dans les conditions régulières. L'Etat veille à ce que les structures physiques et humaines d'encadrement soient optimales. En particulier, la formation des enseignants à tous les niveaux devra être spécialement soignée.

Une Véritable politique nationale du livre scolaire

Tous les livres scolaires de base seront conçus et produits par l'Etat du Kamerun dans des imprimeries publiques. Les auteurs des livres scolaires de base seront kamerunais et africains, autant que possi-

ble travaillant en équipes. En dehors des livres de culture générale validés, aucun manuel scolaire de base ne sera plus importé. Une politique cohérente de choix des manuels utilisés dans les classes sera adoptée. Le régime Biya a entretenu la corruption et l'enrichissement illicite à travers le livre scolaire et le système de choix des manuels. Les marchands français (surtout) et anglais empochent plusieurs dizaines de milliards de francs CFA chaque année en vendant au Kamerun des livres scolaires généralement inadaptés, parfois obsolètes et donc invendables dans ces pays d'origine ; et ces livres diffusent une culture souvent aliénante pour notre jeunesse. Cela doit cesser. Les éducateurs et enseignants kamerunais et africains produiront des manuels scolaires qui répondront aux exigences d'une réappropriation culturelle de nos valeurs d'une part, et aux standards scientifiques et techniques qui permettront à notre jeunesse de s'insérer et d'insérer notre pays, sans complexe, dans le monde moderne, d'autre part. Ainsi, le génie de notre peuple pourra s'exprimer.

Enseignement Professionnel et Supérieur (après 16-17 ans)

Au sortir de l'Ecole de Base, le Diplôme d'Etudes de Base (ou DEB) sera la porte d'entrée, soit à la formation professionnelle spécialisée soit à l'enseignement supérieur. Mais un système de « rattrapage » sera prévu pour permettre aux jeunes qui, malgré tous les efforts, n'auront pas pu obtenir le DEB, de rejoindre le cycle de la formation professionnelle, de sorte qu'aucun enfant kamerunais ne soit abandonné sans aucune formation professionnelle opérationnelle. De la sorte, les jeunes qui voudront entrer dans la vie professionnelle rapidement s'orienteront dans les Ecoles Professionnelles dans lesquelles la durée des études variera, selon les filières et spécialités, de 3 à 4 ou 5 ans. Diplôme final : niveau BTS actuel.

Ceux qui voudront poursuivre des études supérieures et qui auront manifesté les qualités requises, pourront soit s'orienter vers des Ecoles Supérieures d'Ingénieurs soit vers les facultés des universités, avec ou sans des concours d'entrée

pour les Ecoles. Le nombre de places disponibles dans les Ecoles Supérieures et dans les facultés sera fonction du plan de développement économique et social à long terme. Il fera l'objet d'une loi de programmation de l'éducation nationale. Si le recrutement dans les Ecoles d'ingénieurs se fait sur concours, après une ou deux années de préparation aux concours, ceux des jeunes qui n'auront pas été pris après le concours, seront pris à l'université et pourront suivre un cycle parallèle d'études pouvant conduire au métier d'ingénieur.

Même quand elles ne sont pas publiques, les Ecoles Professionnelles, les Ecoles Supérieures et les Universités seront sous la supervision académique de l'Etat afin que la qualité des formations soit garantie et assurée.

La Recherche scientifique et technique

Toutes les Universités et toutes les Ecoles Supérieures devront être pourvues de bibliothèques riches et de Centres ou Instituts de recherche dont le financement sera assuré en partie par l'Etat, en partie par les grandes entreprises du pays (principales bénéficiaires de l'innovation scientifique et technique), et en partie par des donateurs privés qui seront encouragés à aider la recherche nationale contre la reconnaissance du pays. La recherche, notamment la recherche scientifique et technique, est désormais le gage du développement économique des nations. C'est pourquoi la situation actuelle des universités et grandes écoles kamerunaises est proprement scandaleuse et traduit soit une inconscience criminelle du régime du RDPC, soit alors une volonté délibérée de sabotage.

Quel que soit le domaine d'activité que l'on prenne, il n'y a plus d'évolution possible sans une politique audacieuse de recherche. Il est de notoriété publique dans le monde entier, que les batailles à venir se joueront sur le terrain de la recherche scientifique et technique.

EN CONSEQUENCE, les partis signataires ci-dessous,

APPELLENT la jeunesse kamerunaise, les parents d'élèves, les enseignants des divers niveaux et tous les citoyens de progrès ou simplement soucieux de l'avenir de leurs

enfants et du pays, à exiger du régime RDPC de M. Biya, qu'il accorde à l'éducation et à l'enseignement dans ce pays, ainsi qu'aux enseignants kamerunais de tous les niveaux, la grande attention qu'ils méritent.

Ils demandent aux Kamerunais et aux Kamerunaises, de manifester pacifiquement pendant tout le mois de septembre, mois de rentrée scolaire, devant les établissements scolaires, et devant les Délégations régionales et/ou départementales ainsi que devant les Inspections d'arrondissement, de l'Education (Minedub, Minesec) pour poser les problèmes qu'ils rencontrent en cette rentrée et pour la scolarisation en général de leurs enfants, et notamment pour exiger :

La gratuité effective de l'Ecole primaire : une réforme profonde des APE (Association des Parents d'Elèves). Pas un franc ni pour la scolarité, ni pour les frais divers : examens ou autres. **Il faut que la gratuité de l'école primaire passe enfin des bavardages à la réalité !**

La gratuité de l'école publique secondaire 1^{er} cycle (6è-3è) : une réforme profonde des APE est absolument nécessaire. Sans une telle réforme, plus un franc pour les APE !

Livres et autres fournitures scolaires gratuits aux enfants de paysans pauvres et de parents sans emploi, fournis par l'Etat !

Abrogation des frais universitaires pour les étudiants des universités publiques : en effet, même en comptant qu'au 31 juillet 2010, le pays avait 200.000 étudiants payant les 50.000 F CFA par an, cela fait en tout et pour tout 10 MM (milliards). L'Etat du Kamerun peut trouver cette somme sans aucun problème sérieux. Alors que des milliers de familles sont dans l'impossibilité totale de trouver ces 50.000 F CFA même si leur enfant peut être un futur chercheur productif pour le pays.

Les partis soussignés se battent avec le Peuple Kamerunais pour une société de citoyens instruits et bien formés dans leur métier, des citoyens capables de faire que le Kamerun et l'Afrique soient des terres de progrès et de modernité.

Ce combat, c'est le combat pour une nouvelle éducation, pour la Nouvelle Ecole.

Nous lançons un appel solennel pour l'organisation et la tenue rapide d'un FORUM NATIONAL SUR L'ECOLE, avec toutes les forces vives du pays. Car l'heure est grave au sujet de l'école, au sujet de la formation de notre jeunesse, et pour l'avenir du Kamerun !

Fait à Douala, le 06 Septembre 2010

LE MOUVEMENT AFRICAIN POUR LA NOUVELLE INDÉPENDANCE ET LA DÉMOCRATIE (MANIDEM)

Abanda Kpama
Président du Manidem

Charles Nfongang
Secrétaire à la Communication

Nelle Mandengue
Membre du BP

LE PARTI DÉMOCRATE SOCIALISTE (PDS)

Pr Jean Michel Tekam
Président du PDS

Robert Simo
Vice-Président

Martha Pono
Secrétaire Générale

L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (UPC)

Dr Samuel Mack-Kit
Président de l'UPC

Moukoko Priso
Secrétaire Général

Guillaume-Henri Ngnepi
Membre du BCD, Responsable du département. Education.



Will The Real Civil Society Please Stand Up!

By Tazoacha Asonganyi

Civil society is made up of associations, mainly nongovernmental organisations (NGO) and trade unions that are distinct from the public sector, and are not part of political parties. Civil society is also composed of diversified groups concerned with issues related to development, and various aspects of human rights. In its nature, it is diverse, dynamic, and constantly changing because new members are regularly cropping up as new societal issues arise.

The main role of civil society is to defend the interests of citizens, based on principles and values of justice, equality, and equity. It is supposed to ensure that these values and principles guide policy formulation and implementation in all areas of society to the benefit of all, especially the poor and disabled.

Civil society strengthens the state by holding it accountable and ensuring that the state involves and listens to the voices and demands of citizens. Civil society proposes, persuades, challenges, opposes, and even causes the reversal of policies that work to the detriment of the people. It is populated by groups that are usually described as "citizen voices" because they ensure that government is transparent, accountable, and participatory, so as to be competent to serve the interests of all the people.

These activities of civil society usually cause one-party and repressive regimes to consider them as voices of dissent that undermine the government. This is why during the one-party days in Cameroon, the regime acted like a vast refrigerator that reduced civil society to a stupor. This torpor replaced the habits of freedom with servitude, and the sovereignty of the

people with the whims and caprices of administrative officials. Events of the early '90s gave the impression that the refrigerator had broken down at last, and that the thaw was causing civil society to rear its head. The role of the bar council - which is part of civil society - in the Yondo Black affair left the impression that civil society would play an important role in the democratisation process in the country. Unfortunately, that has been the only significant thing that can be remembered of the bar council since then, although much has been crying out for their intervention, like extra-judicial killings, rampant acts of torture and other gross violations of human rights, haphazard registration of voters, repeated flawed elections, glaring cases of settlement of political scores using the law courts, and much more...

A look at the present legal dispensation in relation to civil society is further confirmation that the present regime in Cameroon is repressive, and is still guided by a one-party mindset. Whether it is law n° 90/053 of 19 December 1990 relating to the liberty of association as modified and completed by law n° 99/011 of 20 July 1999, or law N° 99/014 of 22 December 1999 relating to the organisation of NGOs as completed by Prime Ministerial decree n° 2001/150 of 3 May 2001, the effort is more to gag than to structure civil society and allow it to bloom. The legal framework gives overwhelming powers of life and death over civil society organisations to the minister of territorial administration and decentralisation. The existence of repressive instruments like obnoxious law no. 90/054 of 19 December 1990 relating to the maintenance of law and order, and the dissolution of Human Rights Watch and Cap Liberté in the early '90, testify to this power.

Good governance programmes like those proposed by the HIPC-I, ACP-EU, and NEPAD recognise that democratic govern-

ance can only result from a serious partnership that includes government, civil society, and the private sector. Such partnership is supposed to make governance more inclusive, participatory, and democratic. To play its role effectively in such a partnership, civil society should be populated by countless citizen initiatives, campaigns, and movements with members that work hard, mostly on voluntary basis, to make contributions in every domain of society.

Citizens have rights and responsibilities. However, government is usually more interested in ensuring that citizens meet their responsibilities (like paying taxes), than enjoy their rights (like their right to vote their representatives). It is the role of civil society to organise citizens to stand up for their rights. Training, research, dissemination of information, lobbying, and advocacy should be the daily preoccupation of civil society.

In all countries where there has been change through people's power in the ballot box or in the streets, civil society has always played a frontline role. Such change always

fulfils John F. Kennedy's saying that each time a man stands up for an ideal or acts to improve the lot of others, or strikes out against injustice, a tiny ripple of hope is sent out; many of such ripples from different centres of energy and daring, build a current which can sweep down the mightiest walls of oppression and resistance. Such centres of daring and energy are little advocacy groups of courageous individuals in society.

MINATD organised flawed elections under our watchful eyes, and walked away scot-free with its agents. NEO came and danced at the periphery of the circle, without ever stepping into the centre, while we watched it in amusement as if they were stage acting. Here comes ELECAM with the same methods, strategies, and tools unmodified, mesmerising us with fine talk without any convincing work, while the people again watch in frustration and apparent helpless. Will the real civil society please stand up and organise the people to channel their frustration towards confronting ELECAM for their electoral rights!

Pourquoi faut-il s'inscrire massivement sur les listes électorales ?

par le Bureau politique du Manidem

Des années durant, l'Opposition politique kamerunaise a focalisé son combat sur le processus électoral. BIYA et son régime étaient accusés, à raison, de confisquer le processus électoral qui va de l'inscription sur les listes électorales à la proclamation des résultats en passant par la délivrance des cartes d'électeurs, la gestion de l'élection proprement dite et le contentieux électoral ; sans même parler du découpage électoral qui est certes une prérogative du pouvoir exécutif mais dont l'articulation, en démocratie, devrait être transparente parce que reflétant les principes républicains de gouvernement.

Sous les coups de boutoir de l'opposition, M. BIYA a fait une première concession appelée ONEL, un observatoire des élections, rien de plus. Il a fait une deuxième concession, ONEL2, toujours un observatoire. C'est alors que le jeu complexe des intérêts conjugués des populations kamerunaises, de l'Opposition politique kamerunaise et des partenaires extérieurs du Kamerun a abouti à la mise sur pied d'Elecam, organe

qui se veut indépendant du pouvoir exécutif, et qui est censé gérer tout le processus électoral. Elecam a constitué une avancée si on le compare à ONEL2. C'est probablement la raison qui a amené M. BIYA à commettre deux fautes politiques :



S'inscrire : un devoir patriotique !

1. En violation de la loi, M. BIYA n'a nommé à la tête d'Elecam que des notables du RDPC dont certains sont d'ailleurs soupçonnés de trafics divers.

2. Malgré la coloration exclusivement RDPC du directoire d'Elecam, M. BIYA a modifié la loi sur Elecam avant même que celui-ci n'ait fait ses premiers pas, pour réintroduire le

tristement célèbre MINATD dans la gestion du processus électoral.

Ce qui inquiète M. BIYA et son parti, c'est l'autonomie d'Elecam. Une institution autonome pourrait en effet réserver de nombreuses surprises au régime en place.

Il est donc normal que l'Opposition exige le respect de la loi par M. BIYA. Elecam doit être autonome, c'est un gage de sincérité et de transparence. Le MINATD qui s'est illustré dans le passé, par des fraudes massives orchestrées par les sous-préfets aux ordres de M. BIYA, est disqualifié pour s'ingérer dans le processus électoral. Le MINATD a fait la preuve de sa partialité en faveur de M. BIYA et du RDPC et de son incompetence. En réalité, tous les ministres de l'Administration Territoriale depuis le très tristement célèbre Andze Tsoungui et jusqu'à M. Marafat Yaya devraient être traduits devant les tribunaux du pays pour violation des lois de la République, faux et usage de faux.

L'Opposition doit aussi exiger l'augmentation substantielle des capacités financières et humaines d'Elecam pour renforcer son

autonomie et son efficacité.

La troisième exigence de l'Opposition pour rendre ElecCam crédible ... est de lui confier la totalité du processus y compris donc la refonte des listes. Le fichier électoral du MINATD est scandaleux. Il comporte 4,5 millions d'électeurs ; mais comme certains noms reviennent une, deux, trois voire quatre fois, c'est effectivement 1,5 million de citoyens qui votent depuis 1992. Etant donné que le potentiel d'électeurs est estimé de 8 à 9 millions d'après le dernier recensement général de la population, on peut conclure que la représentation locale, parlementaire et le président de la République sont illégitimes.

L'Opposition doit concentrer ses revendications sur les trois exigences ci-dessus énoncées. Ce sont des revendications de bon sens qui ne peuvent pas être combattues par les parlementaires si le débat est porté à l'Assemblée Nationale.

En réalité, ce n'est pas ELECAM qui pose problème à l'Opposition. ELECAM, avons-nous dit, est une avancée. Ce qui pose problème, c'est le très mauvais rapport que le régime conservateur de M. BIYA entretient avec la démocratie. Le régime BIYA n'a pas la volonté politique nécessaire pour impulser, de lui-même, la démocratisation du pays. Il faut donc le contraindre à le faire. D'où le 2ème volet de la stratégie que l'Opposition et les démocrates doivent mettre en œuvre.

APPELER LES POPULATIONS À S'INSCRIRE MASSIVEMENT SUR LES LISTES ÉLECTORALES

Les dispositions légales permettent aux partis politiques de désigner un représentant

dans chaque commission communale d'inscription sur les listes électorales et à un 2ème échelon, un représentant dans chaque commission départementale de contrôle et de supervision des listes confectionnées au niveau communal. La loi dispose par ailleurs



Voter en masse et défendre la victoire du Peuple !

qu'on délivre à chaque inscrit un récépissé qui tient lieu de preuve de l'inscription et permettra la délivrance de la carte d'électeur. Le risque de l'inscription multiple du même électeur est annulé grâce au logiciel offert à ElecCam par les partenaires en développement.

Dans ces conditions, l'assurance que les élections soient crédibles, justes et transparentes dépend du peuple kamerunais mobilisé. L'Opposition a donc intérêt à appeler les citoyens kamerunais en âge de voter, qu'ils aient déjà ou non une carte d'électeur, à s'inscrire massivement sur les listes électorales ouvertes par ElecCam. Les citoyens doivent

êtes informés qu'ils doivent exiger un récépissé d'inscription, plus tard une carte d'électeur et le bureau de vote où ils voteront. Ainsi informés, sensibilisés et mobilisés, les citoyens kamerunais sauront exercer la pression nécessaire pour que leur expression soit

FIDEMENT prise en compte. Aucun Etat, aucun dictateur ne peut vaincre un peuple mobilisé qui exige que sa volonté soit faite. L'inscription massive sur les listes électorales est la première étape de cette stratégie de mobilisation qui allie participation au processus électoral, revendication soutenue pour l'indépendance et la viabilité d'ElecCam, mobilisation populaire pour défendre l'expression populaire.

Le boycott des inscriptions sur les listes électorales prôné par certaines forces politiques est démobilisateur et dangereux. S'il s'agit de s'opposer à un scrutin qui s'avérerait faussé à l'avance, il vaut mieux le faire avec un corps électoral mobilisé et des citoyens inscrits sur les listes qui pourront ainsi rendre le scrutin illégitime par un boycott actif plutôt que

d'encaisser « la défaite » impassibles et impuissants comme ce fut le cas en 1996, 2002, 2004 et 2007, parce que les Kamerunais auront complètement tourné le dos à tout ce qui a rapport avec les élections, l'Opposition devenant objectivement l'allié du RDPC et de son chef.

Le RDPC et son chef ne céderont rien, cela est entendu. Mais ils seront contraints de respecter la volonté majoritaire de notre peuple si nous réussissons à le mobiliser et à le mettre en rangs de bataille pour organiser l'assaut décisif sur l'édifice vieilli et affaibli du régime néocolonial. C'est à ce défi là que l'Opposition démocratique et patriotique doit répondre. VITE AU TRAVAIL !



1. SPECIFIC RECOGNITIONS

- The high degree of voters' disenfranchisement in Cameroon today is caused by decades of elections irregularities.
- Most Cameroonians have completely lost faith in the electoral system to the point where they do not believe that their votes matter anymore.
- The justifiable distrust by Cameroonians of the government's handling of the electoral process is to blame for the pervasiveness of voter apathy across the country.
- The Presidential Degree creating Elections Cameroon (ELECAM) is flawed and the appointment of members of the ruling CPDM party to

Picam's Appeal To Cameroonians to Register to Vote

"Voting is both a Right and a Responsibility"

head this institution is troubling. Progressive Initiative for Cameroon (PICAM) fully understands and appreciates the critical role that voter registration plays in allowing citizens participation in the 'Democratic Process' of their country.

2. APPEAL AND IMPORTANCE OF VOTER REGISTRATION

PICAM is appealing to all Cameroonians yet to register to vote, to do so as soon as possible. Voting is one of the fundamental elements of the democratic process and voter registration provides every eligible citizen, the opportunity to be able to determine their choice of government whether at the local level (municipal elections),

at the national level (Presidential elections), and in the selection of their representatives to the National Assembly (Parliamentary Elections).

PICAM notes that voter registration is the starting point in the process of democratic change in any society. Conversely, the legitimacy of the process will be called into question if there are problems with voter registration - particularly with the integrity of the voters' registry; the timely issuance of voter cards; the timely publication of voters' lists; the certainty of polling stations; and an effective mechanism for resolving problems with the voter registration process.

For Cameroonians to exercise their democratic right to vote, there must be a comprehen-

sive and inclusive electoral register, which must be carefully and transparently maintained to ensure that each eligible Cameroonian is registered to vote once only. Each eligible registered voter must be guaranteed the right to cast a ballot during election and have that vote counted towards the determination of election result. PICAM recognizes that voter registration in Cameroon has been plagued by serious irregularities in the past, and calls on the Government of Cameroon to ensure transparency in the ongoing voter registration process.

3. VOTING AS A RIGHT AND A RESPONSIBILITY OF EACH CAMEROONIAN

The ability to vote is one of the most cherished constitutional and human rights of all citizens. The act of voting in election provides an important avenue to us to voice our opinions regarding electoral candidates and proposed governance policies. The act of voting also gives us some element of control over our future through the election of leaders who best reflect our views and values. By not registering to vote, we inadvertently give away our right and ability to influence overall government policies and those elected to public offices.

PICAM notes that voting is not only our right, but also our responsibility as citizens of Cameroon. Although no one is under any legal obligation to vote, voting is a fundamental responsibility of every citizen and should be exercised as often as the opportunity presents itself. It is incumbent upon all Cameroonians to ensure that they do not surrender to others the deci-

sion to elect those who get into public offices and make decisions on issues that affect them. In addition, massive participation at elections is an effective way of deterring election fraud; making the rigging process more strenuous; and hold the government accountable when the overwhelming voice of the people has been ostensibly rigged.

4. SPECIFIC APPEAL TO ALL DEMOCRATIC STAKEHOLDERS IN CAMEROON

PICAM recognizes that change occurs because people step-up and take part in the democratic process in their communities and their country. PICAM is therefore calling on the civil society, political parties, the government, and the press and media to continue to enlighten Cameroonians on the critical importance of their participation in the electoral process. They should educate and regularly update the public about the electoral process, where to register to vote, how to register to vote, how voter cards are issued, and where to report concerns about the voter registration process. The civil society should highlight and criticize problems with the ongoing voter registration process; the media should identify and publicize voter registration irregularities; and political parties should ensure that their militants do not only register to vote, but also get their voter registration cards.

To ensure a fair voter registration process, PICAM is specifically requesting the Government of Cameroon to do the following: Ensure that all voter registration is conducted by lawful authorities.

Educate and provide regular public updates about the electoral process.
Ensure that all Cameroonians who want to register to vote are able to do so.
Ensure that eligible voters are only issued one voter card per registered voter.
Ensure that the names of all registered voters are included in the voter registry.
Ensure that voter cards are sent to the correct collection point of the registered voter.
Ensure that the names of registered voters are placed on the voter register of the polling centers where they registered to vote so as to avoid Election Day confusion.

5. CONCLUSION

Cameroonians are fundamentally indifferent to elections and understandably so because of lack of trust in the electoral system. However, we must understand that indifference is the very element that is relied on for electoral malfeasance. Voter apathy makes election fraud much easier and traps Cameroon's chances for democracy in a recurring cycle of fraud and dictatorship. Cameroonians must take control of their democratic future and show commitment to democratic transformation in general and electoral participation in particular, beginning with massive voter registration as this will put pressure on the electoral body and officials to do the right thing. While we can rely on outside support to our democratic efforts, democratization is not something that will be handed to us on a plate, we as Cameroonians must demand and fight for it ourselves.

Done this day, **October 4, 2010.**

Sur l'élection présidentielle de 2011 (Déclaration du Comité directeur de l'UPC)



Le Comité Directeur de l'UPC, réuni en sa IX^{ème} session plénière les 25 et 26 septembre 2010 à Douala, après avoir largement discuté à nouveau du problème de la prochaine élection présidentielle prévue en 2011, a pris les décisions suivantes :

1. Pour l'organisation d'élections démocratiques, crédibles et justes au Kamerun, ELECAM n'est pas la solution. L'UPC maintient ce point de vue.
2. En conséquence, nos camarades n'iront pas dans les commissions chapeautées par ELECAM
3. Les six points proposés depuis l'an 2000 par l'UPC pour des élections justes, transparentes et crédibles, restent d'actualité et sont toujours valables. Voici ces six conditions :

- (i)- Mise en place d'une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)
- (ii)- Elections à deux tours de scrutin
- (iii)- Acceptation de candidatures indépendantes des partis politiques
- (iv)- Majorité civile et droit de vote à 18 ans
- (v)- Application effective du droit de vote des kamerunais de la diaspora
- (vi)- Inscription d'au moins 10 millions d'électeurs avec délivrance de la carte d'électeur dès l'inscription.

4. Aussi longtemps que ces six points proposés en 2000 et, depuis 2003 acceptés par presque tous les secteurs de la Nation à l'exception du RDPC, n'auront pas été admis et appliqués, il n'y aura pas d'élections démocratiques, justes et équitables sans tricheries dans le pays.
5. C'est la raison pour laquelle notre parti ne présentera pas de candidat à cette élection prévue en 2011, si le code électoral n'est pas

changé et si les six points de 2000 ne sont toujours pas admis et mis en application

6. En conséquence, l'UPC appelle le peuple Kamerunais à lutter de toutes les manières possibles pour imposer les six points. C'est la seule voie qui peut permettre de sortir pacifiquement de l'impasse politique actuelle.

7. L'inscription du peuple sur les listes électorales est un droit fondamental et indiscutable des citoyens. Mais face au pouvoir néocolonialiste et tricheur du RDPC, spécialisé en fraudes électorales massives, cette inscription ne peut avoir un sens que si elle est faite dans la perspective d'une mobilisation populaire de masse contre toute tentative de fraude, telle que :

- i. Non délivrance de carte d'électeur à l'inscription
- ii. Faux résultats des élections
- iii. Election proclamée d'un candidat qui

n'obtient que (si encore il obtient !) 30% ou même 40% des suffrages exprimés, des inscrits, ou des citoyens en âge de voter. Etc.

En dehors de cette perspective d'une forte mobilisation de masse du peuple, cette inscription n'aurait pas grand sens, sous le RDPC.

Dans cette perspective là, par contre, elle aurait un sens, le sens de la lutte des Kamerunais pour le changement véritable dont tout le pays a un besoin urgent.

8. En conséquence, le Comité Directeur de l'UPC appelle tout le peuple Kamerunais et notamment la jeunesse dont les moins de

20 ans représentent plus de 50% de la population totale du pays, à s'engager fermement dès maintenant dans cette mobilisation populaire. Car si nous voulons le changement, cette mobilisation apparaît inévitable face à l'entêtement borné du RDPC et son pouvoir néocolonial corrompu et triqueur.

Le peuple doit commencer dès maintenant à exiger la délivrance de la carte d'électeur à l'enregistrement : ce sera le premier test pour le RDPC et son ELECAM. Ce sera la première étape de la mobilisation populaire !

Un autre Kamerun est possible ! D'autres choix sont nécessaires !

Fait et Adopté à Douala, le 26 Septembre 2010

Pour le Comité Directeur de l'UPC

Yanga i Nogha
Président de la IX^{ème} session

Awoumou Jean Arthur et Tchenang Franklin
Secrétaires de la IX^{ème} session

Dr Samuel Mack-Kit
Président de l'UPC

Moukoko Priso
Secrétaire Général de l'UPC

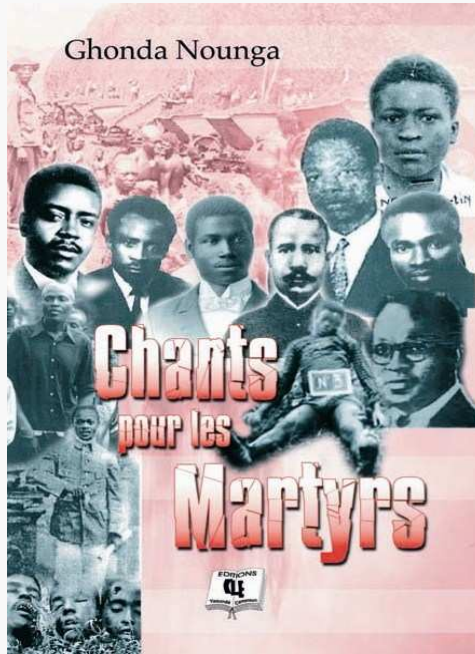
Bibliothèque rouge

Le dernier livre de Ghonda Nounga célèbre la mémoire des pères fondateurs

Invitation à la célébration des héros dont l'hommage le plus vibrant qu'ont pourrait leur rendre est de s'inspirer de leur exemple pour poursuivre l'exaltant combat de la libération de l'Afrique. La dernière publication en date de J - P Ghonda est un beau chant en trois mouvements qui célèbre la mémoire des pères fondateurs de cette Afrique nouvelle qui doit, plus que jamais, s'approprier le sens de sa propre initiative historique. Chants pour les Martyrs est donc un chant épique écrit en réalité en 1978, au départ uniquement dédié à la mémoire de Ruben Um Nyobè, chef de file du mouvement émancipateur upéciste qui réclama avant tout le monde l'Indépendance et la Réunification du Cameroun. Ghonda Nounga trouvera plus tard (juillet 1980) judicieux de surdimensionner ce point focal afin de lui adjoindre l'action politique et émancipatrice d'autres leaders d'opinion et révolutionnaires africains et africanistes : c'est pourquoi en fin de compte, la geste sera destinée non plus à Um mais à tous ceux qui comme Boganda, Fanon, le Che, Mondlane, Moumié, Neto, etc., auront donné de leur vie pour que puisse renaître cet Africain fier de son être et farouchement jaloux de sa liberté.

Ce chant qui se lit d'un trait interpelle aussi bien les anciennes que les nouvelles générations d'Afrique qui oublient souvent que leur histoire devrait constituer le ferment de leurs combats politiques. Ses trois mouvements constituent organiquement le triptyque d'une trame mélodramatique qui passe donc en revue les grands moments de l'histoire du Cameroun depuis le périple du Carthaginois Hannon jusqu'au célèbre incendie du quartier Congo, à Douala, en passant par les

turpitudes coloniale et néocoloniale, l'émancipation contrariée de l'Africain, la problématique d'une prise de conscience politique et culturelle angoissée, les accointances malsaines de nos élites avec les puissances tutrices,



pour célébrer à la fin une résurrection qui, dans les faits tarde à venir, mais ne demeure pas moins l'utopie rêvée et voulue par le poète qui y croit dur comme fer. Ghonda nous convie donc à le suivre dans cette sorte de farandole céleste pour célébrer le pouvoir voire la puissance des mots et des actes de nos martyrs.

Ce petit texte écrit en une écriture poétique qui se veut libre (et même libertaire) nous change un peu des productions (Ô mal-

heureusement forts nombreuses!) du tout-venant que l'on voit dans notre littérature et notamment dans le domaine de la poésie. Non pas que Ghonda Nounga ne puisse pas soigner sa rime croisée avec césure à l'hémistiche, mais pour lui, seule semble compter le fait de dire sa peine et sa joie, surtout si les deux puisent leur source dans l'Histoire de ceux et de celles qui ont lutté pour des idéaux nobles : sortir du carcan de la colonisation et de la néocolonisation.

Pour dire ce combat essentiel, il laisse libre court à son inspiration en disant les choses telles qu'elles sourdent.

Au final, son beau chant a le rythme de la vie, avec ses respirations, ses relances et ses soupirs aussi. C'est l'une des raisons essentielles pour lesquelles il devra être lu et su de tous et de toutes. Une autre raison qui légitime l'importance de ce petit texte est son fondement historico-idéologique qui nous permet non seulement d'entretenir l'espoir d'un devoir de mémoire dont le débat tarde à être porté sur la place publique et surtout dans nos universités de manière sereine, parce que, en fin de compte, le texte de Ghonda Nounga ne saurait laisser le lecteur averti indifférent tant il nous replonge dans la gaude de notre histoire. Ce chant nous convie en fin de compte à un Esani majeur en l'honneur de nos martyrs et héros dont nous sommes invités à imiter le modèle.

Joseph Owona Ntsama
Fondation Paul Ango Ela de géopolitique

Ghonda Nounga. **Chants pour les martyrs.** Yaounde, Editions CLE, 2010 ; 66 pages.

Comment se pose aujourd'hui le problème anglophone

Par Abanda Kpama et Ghonda Nounga

A l'approche du 1er octobre et alors que le régime néocolonial vient d'organiser de fastueuses agapes pour célébrer le cinquantenaire de l'indépendance du Kamerun, le débat resurgit sur le sort réservé à la lancinante et récurrente exigence de fédéralisme par bon nombre de nos compatriotes de l'ex-West Kamerun. La question anglophone interpelle tous les patriotes kamerunais. Cette question pose en réalité le problème du



La conférence de Foumban

contenu de l'indépendance et de la réunification du Kamerun. Pour les pères du mouvement nationaliste kamerunais, indépendance et réunification du Kamerun signifiaient exactement la même chose. Les deux puissances coloniales étaient mises sur le même pied d'égalité. Le destin du Kamerun et des Kamerunais était un. Cette approche est fort différente de celle qu'entretiennent bon nombre d'intellectuels qui suggèrent que le problème anglophone se pose en termes de rivalité entre le « modèle » anglophone et le « modèle » francophone. Le premier étant plus respectueux de liberté, de démocratie et des droits de l'homme tandis que le second serait plus enclin à la coercition, au centralisme et au déni des droits de l'homme. D'après cette thèse, nos compatriotes « anglophones » seraient tous, sans exclusive, victimes de l'apartheid orchestré par tous les « francophones ». C'est une caricature qui sert les intérêts de la bourgeoisie « anglophone » dans son combat pour le partage du gâteau national. Notre lecture est différente.

La réunification du Kamerun fut une des exigences des masses populaires kamerunaises, représentées par l'Union des Populations du Cameroun. Le hold up opéré par le pouvoir néocolonial de M. AHIDJO, qui essaya de présenter la réunification du Kamerun et plus tard son unification (en 1972) comme l'œuvre du grand nationaliste que

serait subitement devenu M. AHIDJO après 1960, ce holdup up donc échoua rapidement, car dès 1969, c'est-à-dire, moins de 10 ans après la conférence de Foumban, les élites anglophones commencèrent à grincer des dents. John Ngu Foncha, qui avait pourtant négocié avec AHIDJO la réunification du West Kamerun Oriental, interpelle en 1969, M. AHIDJO, lors de la présentation des vœux au Président de la République Fédérale du Kamerun. C'est

Kuoh, grand admirateur et fidèle serviteur du dictateur AHIDJO qui raconte : « l'orateur (John Ngu Foncha) rappelle longuement, avec insistance, les étapes traversées par le pays depuis l'institution de la fédération. Il se félicite de la paix retrouvée [sic]... A mots choisis, il s'élève contre ce que l'on pourrait appeler l'exercice solitaire du pouvoir qu'il constate de

plus en plus ». Depuis cette protestation pacifique de NGU FONCHA, la revendication fédéraliste est allée croissant, épousant des formes diverses, certaines appelant même à la sécession d'une partie du territoire. On a même vu un prince de l'Eglise Catholique prendre ouvertement position pour le retour au fédéralisme. On peut donc légitimement se poser au moins deux questions : Quels intérêts sociaux la revendication fédéraliste dite « anglophone » veut-elle servir ? S'agit-il des intérêts de masses populaires kamerunaises ou de ceux de quelques factions insatisfaites de notre bourgeoisie néo-

coloniale ?

L'analyse qui va suivre s'inscrit en réalité dans le registre des luttes actuelles entre les diverses factions de la bourgeoisie néocoloniale pour le contrôle ou la conservation du pouvoir politique dans notre pays. L'exigence anglophone de fédéralisme est certainement la plus tonitruante des revendications d'une faction de la bourgeoisie néocoloniale de notre pays, et de ce fait elle a réussi à occulter d'autres revendications du même type : mémorandum du Grand Nord, mémorandum de l'Est, le Grand Sawaland qui partirait de Campo jusqu'à Idenau etc. Le lecteur comprendra aisément que nous prenons la revendication anglophone du fédéralisme pour en faire le point de départ d'une analyse du comportement de la bourgeoisie néocoloniale de notre pays.

Nous ne nous attarderons pas sur le discours démagogique de la frange extrémiste de la bourgeoisie néocoloniale anglophone qui, pour se rallier les suffrages des masses populaires du West-Kamerun, prétend – sans sourciller – que tous les anglophones, sans exclusive, sont victimes de la dictature fasciste de tous les francophones, sans exclusive. De même ne peut-on écouter qu'avec un profond mépris (mêlé de pitié) la



Manifestation sécessionniste

fable qui veut que la France ne puisse pas tolérer l'accession de John FRU NDI à la tête de l'Etat kamerunais pour la seule raison qu'il est anglophone. Les Ruben UM NOYBE, Félix MOUMIE, OSENDE AFANA, OUANDIE Ernest et ces dizaines de milliers d'autres Kamerunais dont la France a commandité le meurtre auprès de ses propres services parallèles ou du sanguinaire Ahmadou AHIDJO étaient-ils anglophones ? En réalité, un fait ne doit pas échapper à la vigilance des patriotes kamerunais, qu'ils soient originaires d'un côté ou de l'autre du Mungo :

a bourgeoisie anglophone n'a pas grand intérêt, comme nous le montrerons plus loin, à ce que les masses populaires du West-Kamerun comprennent clairement que ce sont uniquement ses intérêts à elle que la France défend, et non ceux des « Francophones », et ceci au détriment de ceux de l'ensemble des masses populaires kamerunaises ; et qu'elle est soutenue dans



John Ngu Foncha

cette entreprise par les autres puissances occidentales, y compris les Etats-Unis que la bourgeoisie anglophone célèbre béatement ; et que chaque individu qui s'est levé contre le pillage et la sujétion de notre pays par la France, fut-il de nationalité française, à l'instar de Gaston DONNAT, de LALAUERIE ou de SOULIER, s'est fait de la France un ennemi. Cette bourgeoisie a objectivement et socialement intérêt à faire croire aux masses populaires du West-Kamerun qu'elles sont les plus grandes, et peut-être même les seules victimes de la France au Kamerun, et qu'elles ont intérêt à se rallier autour de cette bourgeoisie anglophone qui serait leur flambeau et leur seul rempart.

Que les deux bourgeoisies francophone et anglophone se réclament respectivement des cultures anglo-saxonne et française et s'affirment essentiellement différentes l'une de l'autre occulte très souvent leur communauté réelle de culture telle qu'elle résulte de la manière identique dont toutes deux sont advenues à la vie sociale et politique en tant que classes. Sans vouloir nous étendre sur des détails qui relèvent de la science de l'histoire, nous notons avec Basil DAVIDSON (*L'Afrique au XXème siècle : l'éveil et les combats du nationalisme africain*) deux caractéristiques fondamentales de élites intellectuelles qui constitueront

plus tard les bourgeoisies néo-coloniales d'Afrique Noire tant anglophone que francophone et hispanophone (les territoires sous domination portugaise constituant des exceptions pour les raisons que l'on sait).

La première est qu'elles adoptent toutes le modèle de l'Etat-nation de l'Europe coloniale et s'agitent sérieusement pour y participer malgré leurs déboires face au racisme des administrations coloniales. En Gold Coast (actuel Ghana) par exemple, et dès 1920, certaines élites réussirent à s'introduire dans les conseils législatifs coloniaux des Britanniques, mais sans droit de vote. Et comme l'écrit Basil DAVIDSON à propos de l'ensemble de ces élites : « ils cherchaient à harmoniser le système colonial avec leurs propres intérêts, et étaient donc incapables d'atteindre une audience de masse ; ils ne le souhaitaient d'ailleurs pas ». Or le modèle de l'Etat-nation est issu, comme l'affirment les historiens des révolutions anglaise et française, du nationalisme spécifique de l'économie capitaliste et de l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie. On voit la distance qui le sépare des modèles africains (ceux des masses populaires) s'efforçant tant bien que mal de se perpétuer



Ahmadou Ahidjo

sous la colonisation. Et l'on peut déjà comprendre pourquoi la prétendue mystique de l'unité nationale prendra chez AHIDJO un caractère si turbulent, dictatorial et meurtrier.

La seconde caractéristique de ces élites est qu'elles acceptent le dogme européen d'une Afrique barbare et sauvage. Pour elles, la civilisation doit être importée, et le système colonial est son agent nécessaire. Plus tard, deux événements importants pousseront ces élites à abandonner leur célébration béate du colonialisme : il s'agit

de l'invasion de l'Ethiopie par les troupes italiennes (qui fit scandale dans toute l'Afrique, comme le rapporta le regretté Eduardo MONDLANE dans l'un de ses écrits), et la seconde guerre mondiale. Ces élites deviennent nationalistes et, dans une certaine



Le Dr. Endeley

mesure, ouvertement anticolonialistes. Comme l'écrit Basil DAVIDSON, elles « voulaient le pouvoir sans remettre en question les éléments qui fondaient ce pouvoir. Leur réformisme se limitait à changer la nationalité des dirigeants. Après s'être débarrassés du colon, il n'y aurait pas grand chose à changer ». Ces élites seront donc nationalistes, mais leur nationalisme n'aura aucun contenu social véritable et constituera par là même l'un des piliers les plus importants de ce cancer néocolonial dont l'Afrique n'a pas fini de se débarrasser. Car le colon fut bientôt profondément intéressé par le nationalisme superficiel et « alimentaire » et en comprit l'utilité. C'est pourquoi quarante années après les indépendances fictives des années soixante, les choses n'ont pas foncièrement changé et c'est le colon qui s'en frotte les mains. L'Afrique n'est plus ouvertement considérée comme une terre de barbarie, mais seulement comme un continent sous-développé qui doit se donner la prospérité occidentale pour modèle, le modèle de l'Etat-nation européen restant l'agent nécessaire de son développement. Tant historiquement que culturellement, les deux bourgeoisies francophone et anglophone kamerunaises (comme les autres bourgeoisies néocoloniales africaines) ont donc une origine commune que les discours agressifs des unes à l'encontre des autres ne sauraient plus longtemps occulter.

DEUX BOURGEOISIES

DEUX COMPORTEMENTS POLITIQUES

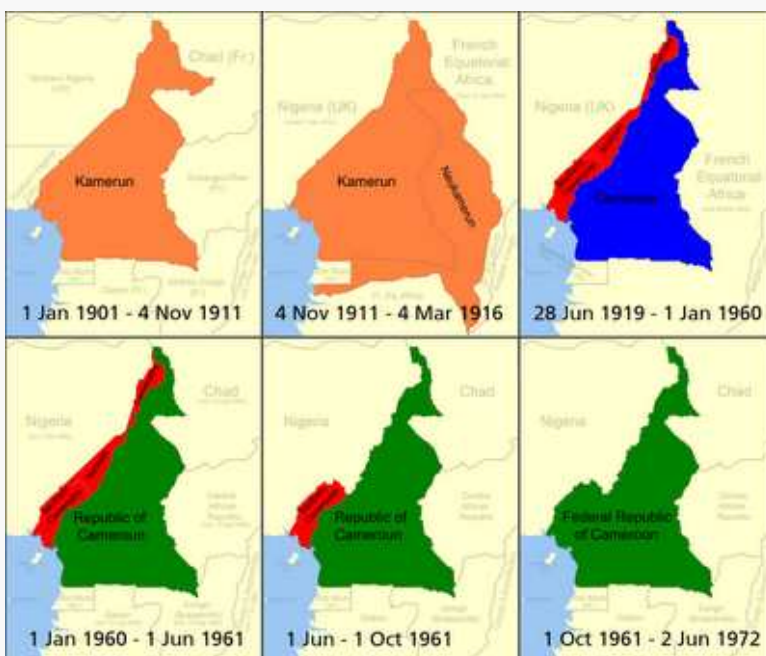
Tel que rapporté par divers journaux publiés en anglais, l'un des arguments majeurs du rejet du pouvoir francophone (sic) par la bourgeoisie anglophone est le respect jadis, au West-Kamerun, d'un certain nombre de règles de civilités que les dictatures d'AHIDJO et de BIYA n'ont jamais inscrites à leur ordre du jour. On ne peut qu'en convenir et tout Kamerunais, anglophone ou francophone, pourvu qu'il aime un tant soit peu son pays, ne peut que se réclamer avec une fierté de ces manières civilisées qui démontrent factuellement que le Kamerunais en particulier, et l'Africain en général, ne sont pas ontologiquement inaptes à la courtoisie du jeu démocratique, comme veulent nous le faire accroire les maîtres néocoloniaux de Paul BIYA, parmi lesquels un certain Jacques CHIRAC de douteuse renommée.

De fait, avant la réunification, le West-Kamerun était une terre de libertés et de respect des droits de l'homme, pour autant qu'un régime de type bourgeois libéral puisse être respectueux de ces valeurs. Mais d'où vient-il donc aujourd'hui que la bourgeoisie anglophone, qui a pourtant participé avec entrain aux agapes sanguinaires d'AHIDJO, affirme mordicus que ces valeurs découlent comme génétiquement de la culture anglo-saxonne dont mêmes les plus analphabètes prétendent avoir hérité, au même titre que les plus analphabètes des francophones sont fiers de se réclamer de la culture française? Si la culture anglo-saxonne est inmanquablement synonyme de respect des droits de l'homme et des libertés, comment expliquer la dictature du très anglophone IDI AMIN DADA ou le renversement de l'immortel KWAME KRUMAH par une junte de militaires brutaux et ignorants? En réalité, l'irrationalité généralisée de la bourgeoisie anglophone ne doit pas étonner. Là où des intérêts sociaux importants sont en jeu, la pensée se fait utilitaire et déserte les voies ardues et intransigeantes de la logique. Que les intellectuels petit-bourgeois anglophones (à l'exception de

Simon MUNZU, de Donatus NGALA et de quelques autres) jouent les fantassins de la rhétorique dans cette bourgeoisie intellectuelle (francophone ou anglophone) ne peut surprendre que ceux qui ignorent l'histoire des luttes de notre peuple.

En réalité, les différences de comportements politiques entre les deux bourgeoisies anglophone et francophone avant la réunification tiennent essentiellement au mode de leur accession au pouvoir politique dans chacune des parties du Kamerun sous domination coloniale, par delà les différences somme toute inessentielles entre les systèmes coloniaux français et britannique. Il est vrai que

Or, si cette culture a pu se bâtir, c'est parce que le nationalisme de cette bourgeoisie n'avait pas de véritable contenu social et n'incommodait par conséquent pas le colon anglais, comme nous l'avons indiqué plus haut. Au Kamerun oriental, la situation est tout à fait différente. Avec la création de l'Union des Populations du Cameroun (U.P.C.) en 1948, les masses populaires font irruption en politique pour défendre leurs propres intérêts. Le nationalisme devient par conséquent révolutionnaire en ce qu'il est l'expression des intérêts sociaux des masses populaires et ne peut s'accommoder en aucune manière du système colonial et du modèle de l'Etat-nation européen. On comprend donc que la France ne puisse s'empêcher de déclencher une guerre de grande envergure contre les masses populaires regroupées au sein de l'U.P.C. Il ne nous semble pas utile de rappeler le caractère sanguinaire et effroyable de cette guerre de répression de la volonté d'un peuple, dont il faudra bien que la France nous rende compte un jour, et qui se poursuit jusqu'à l'assassinat d'Ernest OUANDIE en 1971. Mais, concomitamment à la guerre qu'elle livre à la fraction orientale de notre peuple, la France se hâte de hisser au pou-



le système britannique de « l'indirect rule » était susceptible par sa nature même de favoriser une certaine vie politique au niveau local, avec toutes les joutes que l'on imagine. Le respect des règles du jeu démocratique et des droits et libertés individuelles était d'autant pratiqué par les élites qui constitueront plus tard les bourgeoisies néocoloniales anglophones, que ces joutes n'avaient pas pour enjeu le pouvoir réel détenu jalousement et à titre exclusif par la Grande-Bretagne, mais des pouvoirs parcellaires politiquement « aseptisés ». C'est ainsi que s'est bâtie, au sein de ces élites, cette culture de démocratie dont la frange anglophone de la bourgeoisie kamerunaise prétend se réclamer aujourd'hui encore, oubliant qu'elle s'en est irrémédiablement dessaisie à la suite de sa longue compromission au sein de la dictature néocoloniale Ahidjo-Biyaïste pendant quarante ans.

voir des nègres assimilés, c'est-à-dire de nationalité française, dont elle s'accommode du nationalisme essentiellement rhétorique et braillard. Ces hommes et femmes qui seront plus tard les chefs de file de la bourgeoisie néocoloniale francophone ont donc la charge de gérer directement la guerre de répression contre notre peuple. Leur accession au pouvoir se fait donc par les voies de la violence et de la terreur, et c'est à juste titre que Basil DAVIDSON peut dire du régime d'AHIDJO qu'il fut « la plus dure des premières dictatures postcoloniales ».

Il ne fait pas de doute que si l'irruption des masses populaires en politique, pour leurs propres intérêts de classes, avait pris au West-Kamerun la même ampleur qu'au Kamerun oriental, la Grande Bretagne ne se serait pas contentée d'y interdire l'U.P.C. et plus tard le One Kamerun (encore faut-il noter qu'elle en a pourchassé les militants).

Elle aurait, elle aussi, déclenché une répression sanglante comme au Kenya à l'encontre des Mau-Mau, et aurait même très certainement conclu des accords officiels de collaboration militaire avec la France pour réprimer l'ensemble des masses populaires kamerunaises d'un côté comme de l'autre du Mungo. Et la bourgeoisie anglophone aurait accédé au pouvoir de la même manière que son homologue francophone. La culture anglo-saxonne dont se réclame la

tent l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie néo-coloniale (en ce sens, elles contiennent des débris des cultures anglophones et francophones), ainsi que les contradictions du vécu de ces masses et leur aliénation aux intérêts de la bourgeoisie (c'est pour cela qu'elles sont souvent imprégnées de tribalisme). La libération culturelle des masses est donc dialectiquement liée à leur libération politique et économique.

FOUMBAN 1961 : LE COMPROMIS ENTRE DEUX BOURGEOISIES

A la veille de la signature des accords de Foumban en 1961, la situation politique et sociale au Kamerun est la suivante : d'un côté comme de l'autre du Mungo, deux bourgeoisies néo-coloniales sont au pouvoir et contrôlent l'appareil de l'Etat. Dans le West-Kamerun, John NGU FONCHA, le chef de file de la bourgeoisie néo-coloniale anglophone, a accédé au pouvoir pres-

que sans heurt, à la suite d'un processus relativement pacifique et après des élections que nul n'aurait honte de qualifier de démocratiques. Au Kamerun oriental, le contrôle de l'appareil de l'Etat se caractérise essentiellement par l'utilisation forcée des instruments de violence et de répression, c'est-à-dire par une dictature ouverte. Dans ce contexte, comment expliquer que la bourgeoisie anglophone, classe dominante au West-Kamerun et prétendument civilisée et démocrate, ait accepté de lier son sort à la dictature sanguinaire du francophile AHIDJO ?

Plusieurs raisons peuvent être avancées à cet égard. La première est que cette bourgeoisie anglophone n'est pas génétiquement ennemie de la violence et de la répression, comme nous l'avons indiqué plus haut et comme le montreront les péripéties ultérieures de l'histoire de notre pays ensuite (et ceci est plus important). La deuxième est que la revendication de la réunification des deux Kamerun, lancée par les patriotes kamerunais et reprise en un gigantesque chorus par les masses populaires tant au West-Kamerun qu'au Kamerun oriental, ne pouvait plus être éludée par aucune force politi-

que après 1955, année de la maturation du projet de néo-colonisation de notre pays. Il s'agissait d'ailleurs de l'une des deux principales revendications (l'autre étant l'indépendance) qui avaient galvanisé les masses populaires depuis la fin des années quarante et posé les jalons d'une conscience nationale des Kamerunais. C'est d'ailleurs le mot d'ordre de réunification des deux Kamerun, sur lequel John NGU FONCHA avait bâti sa campagne électorale, qui lui permit de battre le Dr ENDELEY dans la course au poste de premier ministre du West-Kamerun. On se souvient que le Dr ENDELEY prônait plutôt la fédération avec le Nigeria.

Au Kamerun oriental, le démagogue AHIDJO ne pouvait non plus éluder cette revendication et l'on peut valablement penser que c'est avec une certaine appréhension qu'AHIDJO entama des négociations avec le gouvernement du West-Kamerun. Il craignait que les ressortissants du West-Kamerun (sait-on jamais ?) ne viennent mettre un grain de sable dans sa machine à réprimer les patriotes pour le compte de la France. Il prit toutes les précautions utiles et s'octroya les plus larges pouvoirs à Foum-



Une vue du Mont Kamerun

frange west-kamerunienne de notre bourgeoisie néo-coloniale doit donc être comprise comme le produit de l'évolution des élites intellectuelles du West-Kamerun depuis les premiers contacts de l'Afrique avec l'Europe expansionniste. Elle n'est pas une donnée statique. En ce sens, elle a subi l'influence d'un certain nombre de facteurs historiques parmi lesquels la longue compromission de cette élite au sein des dictatures d'AHIDJO et de BIYA, au détriment des masses populaires non seulement du West-Kamerun, mais également du Kamerun oriental. Cette culture doit donc être comprise comme une culture de classe que l'on veut imposer aux masses populaires du West-Kamerun. De même doit-on dire que la culture francophone dont se réclame la fraction orientale de la bourgeoisie néo-coloniale kamerunaise n'est que sa culture à elle en tant que fraction de la bourgeoisie néo-coloniale kamerunaise. Et la politique de bilinguisme ne nous semble pouvoir être valablement comprise que comme l'expression linguistique du compromis entre ces deux fractions de notre bourgeoisie néo-coloniale, pour imposer leur hégémonie culturelle sur les masses populaires à l'est ou à l'ouest du Mungo. Notons également que dans leur résistance passive ou ouverte, les masses populaires élaborent sans cesse leurs propres cultures qui reflè-



La côte kamerunaise à Bimbia

ban, d'autant plus aisément que la balance des forces n'était pas, sur le plan politique national et sur le plan international, en faveur de la bourgeoisie anglophone.

De fait, les accords de Foumban doivent être globalement compris, nous semble-t-il, comme un compromis entre deux bourgeoisies, sous la pression des exigences des masses populaires et d'un certain nombre de circonstances historiques. Ils ne sont pas la consécration des retrouvailles de deux fractions d'un même peuple séparées par les vicissitudes de l'Histoire. La véritable réunification reste à faire et elle ne le sera que

par les masses populaires. En réalité, la structure fédérale présentait des avantages certains pour les deux franges de notre bourgeoisie néocoloniale. A l'ouest du Moungo, on pourrait être assuré de rester la classe dominante, avec le contrôle d'un appareil d'Etat, malgré l'amointrissement des pouvoirs de cet Etat. A l'est, on pourrait poursuivre tranquillement la guerre de répression des révolutionnaires de l'UPC, pour le compte de la France, avec la complicité passive et souvent active de la bourgeoisie anglophone et renforcer ainsi son emprise sur l'appareil de l'Etat. C'est pourquoi l'on n'entendit point la bourgeoisie néocoloniale anglophone crier au scandale quand en 1966, les fantassins d'AHIDJO déferlèrent de nuit sur la petite ville de Tombel, en plein West-Kamerun, pour en massacrer six cent habitants, sous prétexte que ces gens soutenaient les guérilleros de l'UPC ; ni quand la soldatesque du même AHIDJO assassina le grand révolutionnaire OSSENDE AFANA.



CRISE ÉCONOMIQUE OUVERTE, OUVERTURE DÉMOCRATIQUE ET RÉSURGENCE

DE LA REVENDICATION FÉDÉRALISTE

Nous avons vu plus haut la timidité de la protestation de M. NGU FONCHA contre l'exercice solitaire du pouvoir de M. AHIDJO. Un jeune loup profita de la tension née entre les 2 principaux signataires des accords de Foumban pour se substituer à FONCHA, ce loup c'est TANDEM MUNA dont une des filles est encore aujourd'hui Ministre sous M. BIYA. MUNA représentait l'aspiration montante de la bourgeoisie néocoloniale anglophone et de fait, lorsque M. AHIDJO annonça le 8 mai 1972 la liquidation de l'Etat fédéral, pas une seule voix anglophone (ni francophone d'ailleurs) ne s'éleva à l'Assemblée Nationale Fédérale pour s'opposer à AHIDJO.

Son discours fut plutôt accueilli par des salves assourdissantes d'applaudissements, comme nous le dit TOBIE KUOH, qui sait de quoi il parle : « Tout d'abord, surprise totale de la classe politique qui écoute médusée, dans un silence de plomb, ce discours inattendu ; puis le premier moment de stupeur passe, clameur d'éloges indescriptibles.

L'homme qui descend de la tribune et avance lentement au milieu des parlementaires debout à leurs sièges en l'acclamant, est longuement ovationné ». Le comble de l'ironie est que l'U.P.C. fut la seule force politique, à l'époque, à dénoncer cette escroquerie politique devant laquelle TOBIE KUOH s'émerveille.

Deux facteurs nous semblent expliquer la résurgence de la revendication fédéraliste depuis 1990. Ces deux facteurs sont la crise économique et l'ouverture démocratique

imposée à BIYA par les luttes de masses populaires. En rétrécissant le volume national des prébendes à recueillir, des détournements à effectuer et des marchés publics à se distribuer, la crise économique fait éclater l'unité de la bourgeoisie nationale kamerunaise dont les diverses factions doivent maintenant se battre avec hargne pour conquérir leur part du gâteau national qui leur était quasiment assuré au temps des vaches grasses. Cet éclatement se fait non seulement sur la base tribale (bourgeoisie Béti contre bourgeoisie Nordiste après le coup du 6 avril, bourgeoisie Béti contre bourgeoisie Bamiléké plus tard etc.), mais également sur la base de l'existence juridique jadis, de deux Kamerun distincts, et l'on comprend pourquoi. La lutte de chacune des bourgeoisies pour éviter son déclassement ou imposer son hégémonie se fait d'autant plus hargneuse que la fraction Béti de la bourgeoisie néocoloniale confisque de plus en plus le pouvoir politique, et que BIYA se met en tête d'élargir cette fraction Béti de la bourgeoisie (pour s'assurer une base sociale plus solide), en créant de toutes pièces ces

hommes d'affaires que le bas peuple nommera "les pajerocrates", et en s'évertuant d'affaiblir les autres franges de la bourgeoisie néocoloniale. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la naissance des concepts insolites comme celui « d'anglo-bami ».

Quant à elle, l'ouverture démocratique résultant de luttes des masses populaires libère la bourgeoisie anglophone du carcan dans lequel elle s'était enfermée en s'abolissant politiquement dans le parti unique en 1966, et administrativement dans l'Etat uni-

taire en 1972. Il faut ici dénoncer l'opportunisme de cette bourgeoisie (et celle de toutes les autres factions de la bourgeoisie kamerunaise – Laakam, Essingan, Etc.), qui ne se réveille que pour recueillir à temps le fruit des luttes populaires pour la liberté et le mieux être, et prétend se placer à l'avant-garde de ces luttes dans le West-Kamerun. De fait, ce que cette frange de la bourgeoisie néo-coloniale recherche en réalité, c'est se donner un territoire géographi-

que dans lequel elle pourra redevenir la classe dominante, avec le contrôle d'un appareil d'Etat. Elle rêve donc de faire machine arrière à l'histoire, et de se réapproprier ces spécificités auxquelles elle a renoncé en acceptant de fusionner politiquement, administrativement et socialement avec son homologue francophone. C'est son droit le plus absolu et nous n'allons pas le lui reprocher. Seulement, les patriotes kamerunais auraient tort de prendre cette donnée explosive avec le dos de la cuillère.

En ce sens et malgré ses spécificités, la revendication fédéraliste de la bourgeoisie anglophone se situe dans le courant général des revendications des factions bourgeoises insatisfaites au Kamerun en particulier et en Afrique en général. A défaut de pouvoir conserver ou améliorer sa position sur l'échiquier politique, social et national, chacune de ces factions bourgeoises est prête à causer l'explosion du Kamerun en minuscules républiques pour se donner chacune un territoire dans lequel elle entend rester ou devenir la classe dominante, avec le contrôle d'un appareil d'Etat.

C'est pour cela qu'il est vain d'espérer résoudre la question de l'unité nationale au Kamerun (ou même de l'unité africaine) en comptant sur une entente entre les diverses factions bourgeoises au pouvoir. De telles ententes sont liées aux fluctuations de la vie économique et aux intérêts égoïstes de ces factions. Elles ne peuvent par conséquent garantir la stabilité et les conditions nécessaires au développement de notre pays et de l'Afrique. Au Kamerun comme partout ailleurs en Afrique, la question de l'unité nationale ne pourra être résolue qu'avec l'irruption des masses populaires dans la vie politique nationale, pour

s'y emparer des leviers de commande, parce que rien de fondamental ne peut durablement opposer les masses les unes aux autres. Elles sont toutes victimes, à des titres divers, de l'exploitation néocoloniale par le biais et avec la complicité active de l'ensemble de la bourgeoisie nationale. Il est grand temps qu'elles cessent d'être ces bétails tribaux ou régionaux que chaque fraction de la bourgeoisie range derrière elle en guise d'argument pour une plus grande part des prébendes nationales, ou pour servir de chair à canon dans les conflits inter-bourgeois. C'est au surgissement des masses au sein de la vie politique que doi-

vent œuvrer les patriotes kamerunais. Et quand ces masses populaires auront accédé au pouvoir, elles sauront par elles-mêmes comment liquider le modèle néocolonial bourgeois de l'Etat-nation, dont le fédéralisme n'est qu'un des aspects. En attendant, n'est-il pas réaliste d'appeler le Peuple kamerunais à s'organiser en associations et syndicats progressistes pour exiger que cessent l'imposture, le mensonge et les promesses non tenues ? Notre Peuple doit prendre son destin dans ses mains et agir pour enterrer le système néocolonial.

Abanda Kpama et Ghonda Nounga

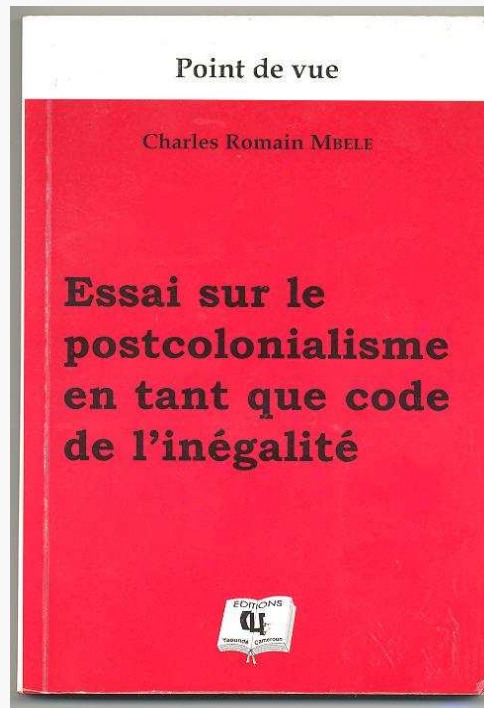
Bibliothèque rouge

Livre : *Essai sur le postcolonialisme en tant que code de l'inégalité*

Membre fondateur du club de philosophie Kwame Nkrumah en 1988, Charles Romain Mbele enseigne la philosophie à l'Ecole normale supérieure de Yaounde. Dans son essai, il montre que les concepts de Paix, de Droit et de Commerce sont au cœur de l'ajustement passif de l'Afrique subsaharienne à la mondialisation capitaliste telle qu'elle est conçue par l'institution de la gouvernance mondiale de la créance et de la valeur d'échange.

Il souligne qu'un discours académique a annoncé et accompagné cette insertion et cette rhétorique en conceptualisant une philosophie de la débrouille criminelle au niveau local et sur la scène internationale pour permettre l'accumulation primitive du capital au moyen de la légitimation de l'exploitation et de l'inégalité, et ce, par la récusation de toute contradiction en général, de la raison, de l'objectivité et de l'universel. Parmi les penseurs et articulateurs de ce discours de l'inégalité promue au rang de principe social primordial figurent : Jean-Godefroy Bidima, Bourahima Ouattara, Achille Mbembe, Jean-François Bayart, Axelle Kabou, Daniel Etounga Manguelle... qui constituent cette « *police académique de la syntaxe et du lexique* [qui préfère] *dire postcolonialisme et non « théorie de la dépendance » ou néocolonialisme.* »

Ces penseurs, quoiqu'ils s'en défendent, sont les dignes successeurs de Senghor dont



ils poursuivent l'œuvre pro-colonialiste et pro-impérialiste. Chez Senghor, la culture est biologisée, comme l'a magnifiquement montré Marcien Towa au temps où il ne flirtait pas encore avec l'UNC devenue le RDPC. Chez ses descendants, par le même principe de statufication métaphysique, les faits sociaux sont culturalisés dans une approche du « temps long » qui s'avère n'être rien d'autre, en dernière analyse, que cette éternité qui convient aux essences.

Il est bon et utile de lire ce livre qui indique à l'Afrique les voies de son devenir historique, comme en témoigne ces phrases tirées de la conclusion du livre :

Mais il nous faut penser à des formes de lutte nouvelles pour la démocratie, notamment l'organisation humaine, scientifique, politique de l'Afrique à l'échelle des peuples qui comptent, en refusant de se satisfaire de l'inégalité, de la domination et de l'exploitation. Cela s'impose d'autant plus au moment où une lutte violente au cœur du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » (celle qui a nourri les luttes de libération nationale) est désormais péjorée. Les peuples africains doivent prendre acte que la globalisation financière affaiblit les régulations et les évolutions économiques à l'échelle des nations et met sous la défensive, du point de vue de la théorie et de la pratique, les acquis des peuples, en utilisant des instances internationales [...] dont la fonction est de reproduire les inégalités du marché capitalistes.

Avec l'ouvrage de Mbele, nous voici désormais armés contre les nouveaux Senghors hululants. Mais la pensée révolutionnaire patriotique devra explorer plus loin ce nouvel horizon et s'aiguiser chaque jour davantage ... comme on aiguisé la pointe de la lance.

Alternative révolutionnaire est toute entière à la disposition de ceux qui veulent œuvrer à cette tâche.

Faustin Cabral Bekolo

Alternative révolutionnaire n'est organiquement liée à aucune association, ni à aucun parti ou syndicat. Se donnant pour objectif d'accompagner, en servant de lieu d'élaboration théorique, tous ceux qui, organisations ou individus, se donnent pour objectif primordial d'œuvrer à l'abolition du néocolonialisme et de l'impérialisme au Kamerun et en Afrique, elle s'en remet uniquement à son conseil scientifique et politique pour le choix et l'acceptation des articles qu'elle publie. Merci pour vos suggestions. Ecrivez-nous à alternative.revolutionnaire@gmail.com